

Engagement universaliste et identité nationale : le Bund

Henri Minczeles

Le dernier tiers du siècle précédent aura vu, en Europe orientale, une mutation du judaïsme. Les barrières religieuses qui avaient régenté le peuple juif durant de longues générations se lézardèrent et divers segments de la communauté juive s'ouvrirent au monde moderne. Les retombées de la Révolution française, surtout les idéaux de liberté qu'elles véhiculaient, influèrent profondément sur les mentalités juives dans les ghettos de Pologne, de Russie et de Roumanie.

La différenciation en classes sociales au sein du peuple juif fut la conséquence des modifications des structures économiques à partir des années 1860 – 1870 avec l'accession d'une bourgeoisie et du développement d'un artisanat et d'une classe ouvrière. Il en découla une irruption des idéologies, avec la Haskala, c'est-à-dire les Lumières en milieu juif, puis au cours des décennies suivantes une radicalisation politique avec l'apparition des doctrines populistes, voire l'anarchisme, enfin les différents courants socialistes.

Au même titre que les autres peuples, au sein du judaïsme, ce processus fut au départ assez lent mais continu. Il s'étira sur une génération et fut le produit d'un long cheminement intellectuel basé sur la situation objective dans laquelle se trouvait plongé le prolétariat juif soumis à une oppression nationale et économique. Nationale parce qu'il devait subir un antisémitisme grandissant caractérisé par les discriminations religieuses et plus tard par les pogromes ; économique en raison d'une exploitation patronale : des horaires démentiels de l'ordre de

dix à quatorze heures par jour à raison de six jours par semaine, des salaires de famine représentant environ le tiers de ce que gagnait un ouvrier français à la même époque, enfin de mauvaises conditions de travail.

Le judaïsme – religion et nationalité

Si l'on se penche sur le peuple juif vivant en Europe orientale, nous sommes en face d'une société juive qui représente les quatre cinquièmes de la population totale des Juifs dans le monde. Une statistique de l'Empire russe établie en 1897, la première digne de foi par sa précision, montrait que dans la zone de résidence russe où les Juifs étaient confinés, un territoire de près d'un million de km², duquel il était interdit de sortir – sauf de rares exceptions – on comptait 5 200 000 Juifs. En y adjoignant les Juifs roumains et ceux qui vivaient dans les marches de l'Autriche – Hongrie, cela représentait plus de sept millions de personnes sur près de dix millions de Juifs à l'échelle mondiale.

En Europe occidentale ou aux Etats-Unis, être Juif était synonyme de citoyenneté. En France, l'émancipation des Juifs en 1791 leur avait accordé, selon la formule célèbre de Clermont-Tonnerre, tout en tant que personne mais rien en tant que nation. L'émancipation des Juifs d'Allemagne en 1848 leur accordait les droits civiques. Il en allait tout à fait différemment dans l'empire austro-hongrois ou dans l'empire tsariste en raison de la multiplicité des communautés.

Dans ces régions, à l'instar des autres peuples, les Juifs n'étaient pas seulement une religion, mais formaient une nationalité spécifique avec leur langue – le yiddish en premier lieu, accessoirement l'hébreu et à un degré moindre, l'idiome du pays d'accueil – avec leurs traditions, leurs coutumes, leur culture.

Si l'on prenait l'exemple de l'Autriche-Hongrie, Autrichiens, Tchèques, Polonais, Hongrois, Slovénes, Roumains et Juifs, habitaient parfois dans les mêmes régions, avec leurs différences, chaque peuple avec ses problèmes et ses revendications. Dans la "prison des peuples", qu'était l'empire russe, les différentes communautés nationales, vivant à des degrés divers dans l'oppression, notamment les Juifs dans une situation de parias, aspiraient donc à l'obtention des droits civiques et nationaux.

Une émancipation ratée, une assimilation impossible

Ce processus n'est pas uniquement juif. Il marque la prise de conscience des peuples en Europe médiane et orientale. Il est certain que les communautés juives, ici quasi inexistantes, ailleurs formant une minorité plus ou moins importante dans les centres urbains, et même dans certaines agglomérations composant la majorité, avaient leur propre passé par rapport aux collectivités environnantes. Vu leur compacité – une cité comme Varsovie groupait plus de 200 000 Juifs, Vienne et Budapest presque autant – il est certain que l'émancipation accordée ici, refusée là, posait problème. En outre, dans de nombreuses régions, en Ukraine ou en Pologne, l'assimilation s'avérait totalement impossible. Enfin, le régime autocratique russe, surtout à partir des années 1880, entretenait avec soin la notion du bouc émissaire à l'encontre des Juifs et le pouvoir s'employa à provoquer ou à soutenir des vagues de pogromes comme en 1881 qui

ensanglantèrent la Russie méridionale et qui entraînèrent une émigration massive. En aucun cas, les Juifs ne pouvaient accéder à l'émancipation. Il fallut attendre la Révolution de février 1917 pour leur accorder des droits politiques et nationaux.

C'est dans ce contexte inégalitaire, une émancipation ratée, une assimilation impossible ou illusoire qu'évolua le mouvement ouvrier juif. Non seulement, le pouvoir y était violemment hostile, mais si la gauche socialiste de l'époque était unanime à faire des Juifs des citoyens à part entière, elle leur refusait des droits nationaux estimant que les Juifs devaient renier leur identité, faire abstraction de leur judéité et se fondre dans les masses environnantes. Autrement, on les acceptait en tant qu'hommes de manière abstraite, mais non en tant que Juifs.

Les voisins polonais ou russes, qu'ils fussent socialistes ou pas, n'admettaient pas un particularisme juif. Les théoriciens sociaux – démocrates, marxistes ou non, réformistes ou révolutionnaires, selon la terminologie de l'époque, à quelques exceptions près, estimaient que l'émancipation des Juifs – reprenant en cela les idées de l'*Aufklärung* allemande – signifierait la fin du judaïsme. Selon ces maîtres à penser, le ghetto et les mentalités héritées de cette situation auraient vécu. Pour un Juif porteur des valeurs universelles et des idées de progrès, il ne pouvait y avoir de place pour une spécificité juive autre que confessionnelle. C'était donc une affaire purement privée. Ce que l'on avait vu en France, l'émergence de l'Israélite et en Allemagne, une intégration par l'assimilation, qu'elle soit accompagnée ou non de conversion à la chrétienté, était censée régler le problème juif. Par conséquent, l'avènement d'une société socialiste sous toutes les latitudes verrait la disparition de toutes les discriminations raciales, ethniques ou religieuses.

La naissance du Bund, une création originale

Sans nous appesantir sur les origines et le développement du mouvement ouvrier juif entre 1870 et 1900, signalons la naissance à Vilna, en Lituanie, en 1897, après un cheminement idéologique qui dura plus d'une génération, de l'Union des ouvriers social-démocrates juifs, autrement dit, le Bund. A sa fondation, le Bund groupait environ 3 500 ouvriers, les tisserands, les tanneurs, les broisseurs, les tailleurs, les vendeurs de magasins, adhérant à des Unions professionnelles, embryons des futurs syndicats juifs. Ils s'étaient dotés d'une doctrine socialiste – marxiste axée sur les réalités de la lutte de classes et l'internationalisme prolétarien. Mais cette idéologie sous-entendait un caractère national, un particularisme nationalitaire qui allait en se développant au fil des ans.

La naissance du Bund est une création originale car elle s'écarte résolument des canons officiels du marxisme de l'époque puisque ses membres revendiquent à la fois des droits civiques et des droits nationaux. Des droits civiques pour être égaux aux autres. Des droits nationaux pour demeurer différents. C'était une nouveauté pour l'époque, au demeurant très populaire, puisque six ans après sa création, le Bund comptait plus de 30 000 adhérents, très jeunes pour la plupart, résolument combattifs et qui s'insurgeaient contre leur condition, comme le disait Plekhanov, le père du socialisme russe, de "parias parmi les parias"

En effet, les masses populaires juives parlaient le yiddish dans leur quasi – totalité et bien peu d'ouvriers juifs, le polonais ou le russe comme langue vernaculaire. S'ils étaient influencés par la culture allemande – les socialistes allemands donnant le ton à tous les mouvements socialistes -, et par le populisme et les organisations

radicales russes, le débat qui s'instaura dans la communauté juive dans son ensemble fut que, dans les sections du Bund, tout en étant des militants marxistes et de fervents internationalistes - l'histoire de ce parti le démontre aisément - la plupart des dirigeants juifs étaient convaincus que, contrairement à l'opinion de Marx sur le peuple juif : peuple sans histoire et hommes d'argent, contrairement à ce qu'écrivait Karl Kautsky parlant d'une "caste", contrairement aux thèses de Lénine reprises par Staline, contrairement enfin aux théoriciens austro – hongrois tels Otto Bauer pour qui le judaïsme était une religion et rien d'autre, les Juifs se devaient de résoudre leurs propres problèmes, qu'aucun peuple ne pouvait le faire à leur place.

Parmi leurs opposants idéologiques, certains théoriciens acceptaient l'idée de nationalité à des peuples adossés à un territoire. Cependant, en septembre 1899, au congrès de Brünn (aujourd'hui Brno), fut admise l'autonomie nationale et culturelle pour des peuples sans territoire dès que leurs coutumes et leurs traditions, leur religion, en bref leur passé, leur destin étaient différents. C'est Karl Renner, leader social-démocrate autrichien, juriste de formation qui énonça le principe de l'exterritorialité, autrement dit, comme les Juifs, des peuples sans territoire. Dans ses ouvrages, *Etat et Nation* et plus tard dans *La lutte des nations pour l'Etat*, une synthèse des doctrines socialistes et du problème national, il démontrait la nécessité d'un fédéralisme des Etats multi - ethniques, multi - linguistiques et multi - confessionnels. Une communauté donnée, avec ou non une base territoriale, s'engageait, dès lors, dans un acte volontariste, à être autonome, à gérer ses problèmes politiques et culturels. C'était une solution qui donnait en fait, à chaque collectivité, l'égalité des chances, l'égalité des droits et des devoirs.

Le Bund fit sien ce type de revendications. D'autres organisations juives, les autonomistes groupés derrière l'historien Simon Doubnov défendirent aussi l'autonomie nationale et culturelle des Juifs en diaspora. Les yiddishistes conduits par Haïm Jitlowski appuyaient cette thèse en prenant pour base la langue et la culture yiddish. De leur côté, les sionistes de diverses tendances, notamment les Poalé-Tsion, des sionistes - marxistes avec en tête Ber Borochov combinaient adroitement leur conscience socialiste et la nécessité de créer un Etat juif.

Internationalisme prolétarien et question nationale

Toutefois, pendant plusieurs années et trois congrès consécutifs, le Bund éprouva des difficultés à formuler une doctrine cohérente. Il était malaisé de faire admettre que l'on pouvait être un bon socialiste, marxiste, partisan de la lutte de classes – la fréquence des grèves le prouve – et de la dictature du prolétariat et en même temps un parfait internationaliste, tout en restant viscéralement juif.

Dès le 3^e congrès tenu à Kovno en décembre 1899, la question nationale vint à l'ordre du jour. Au 4^e congrès de Bialystok en mai 1901, cette question fut le principal thème des congressistes. Ce n'est qu'au 5^e congrès, que le Bund fixa sa doctrine. Des dirigeants comme John Mill, Mark Liber, Pavel Rosental, et plus tard Noa'h Portnoy, Vladimir Kossovski et surtout Vladimir Medem, pour la plupart issus de milieux déjà plus ou moins assimilés, craignaient que l'intrusion d'une dimension nationalitaire dans le sentiment socialiste ne risque d'émousser un internationalisme sans faille.

Vladimir Medem particulièrement, en étudiant l'organisation interne des communautés juives, en l'occurrence les Kehillot qui, au cours des siècles passés avaient maintenu l'homogénéité

du groupe juif en diaspora, disposait d'éléments autonomistes qu'il convenait de reprendre à son compte en les adaptant pour les rendre compatibles avec la doctrine socialiste. Appliquant une réflexion marxiste à la question juive, le sentiment de la yiddishkayt ne révélait en fin de compte aucune contradiction entre la pensée et la praxis. La revendication d'une nationalité autonome, d'une conscience nationalitaire et la lutte pour le socialisme ou en faveur des intérêts immédiats de la classe ouvrière juive n'entraînaient pas en conflit avec les principes de la lutte de classes. D'ailleurs, l'idéologie bundiste fut reprise par d'autres partis dont les communautés se trouvaient dans une situation semblable. Nombre de théoriciens marxistes autrichiens, de Serbes, de Georgiens, d'Arméniens et de Lettons, confrontés aux mêmes problèmes, apportaient des solutions similaires.

A la veille de la Révolution de 1905, la doctrine politique du Bund était désormais fixée. Etre révolutionnaire et appartenir à une communauté nationale de destin et de sort n'étaient pas antinomiques. Le sentiment de la *doykeyt*, être là depuis des siècles et solidaire dans le combat, fut abondamment commenté par Medem qui écrivit de fort belles pages dans ses Mémoires (*Fun mayn Lebn*)¹ ainsi que des essais théoriques *Demokratie un di Natsionale Frage* et formula ainsi l'autonomie nationale et culturelle vu sous l'angle juif. Ce qui n'empêchait pas le parti ouvrier juif de se considérer comme diasporique, opposé au nationalisme sioniste ; démocratique, par opposition aux bolcheviks et plus tard aux communistes, enfin profondément laïque.

Le yiddish et le Bund

Dans les années qui suivirent, en Russie tsariste, en Ukraine au lendemain de la révolution de 1917, puis dans la Pologne durant l'entre-deux-guerres, le Bund, membre de la Seconde

Internationale puis de l'Internationale ouvrière en 1930, combattit aux côtés des mencheviks russes, puis du PPS (Parti socialiste polonais). Il participa à de nombreuses campagnes de solidarité, épousa toutes les revendications juives en luttant contre l'antisémitisme, et fut un adversaire de toutes les dictatures : stalinienne et plus tard nazie.

Mais parallèlement à son engagement universaliste, le Bund fut un ferme soutien de la langue et de la culture yiddish. Lors de la conférence linguistique de Czernowicz en Bukovine, en 1908, dans laquelle le yiddish fut reconnu comme une "langue nationale du peuple juif", le Bund montra qu'il y était profondément attaché. Dès 1895, par la création des "Comités du Jargon", puis le soutien constant et répété aux écrivains yiddish, l'instauration de cours du soir pour l'alphabétisation des ouvriers juifs n'était pas seulement l'utilisation de la langue aux fins de propagande. L'importance de cette langue, de la yiddishkayt, dans un yiddishland sans frontières servait de substitut de territoire. Avant la fin de la première guerre mondiale, la naissance et le développement des écoles yiddish à plein temps, surtout en Pologne entre 1918 et 1939 témoignent de cette logique de donner une base réelle à la conscience nationale. Le Bund instaura dans ses écoles de la Cisho (organisation centrale des écoles yiddish) un enseignement socialiste au quotidien grâce à un réseau scolaire

laïque et résolument moderniste : mixité, conseil des parents, méthodes pédagogiques de pointe, sans faire abstraction néanmoins des traditions juives. Ce qui n'était pas le cas des Juifs communistes du régime soviétique.

L'ensemble de l'idéologie du Bund, de prime d'abord, peut sembler sophistiquée pour certains et friser l'utopie pour d'autres. Il est vrai que cela appartient au passé, d'autant que ce siècle de tueries et de massacres a battu en brèche des idées généreuses basées sur l'égalité et la justice.

La Shoah a étendu son linceul, l'extermination de six millions de Juifs reste en fin de compte un épouvantable échec de l'humanité. Cependant la doctrine de l'autonomie nationale et culturelle prônée par les mouvements socialistes au début du siècle, constitue un élément de réflexion qui a trouvé son application pacifique chez plusieurs minorités, en Estonie, en Hongrie, au Mexique et qui peut-être pourra s'étendre à d'autres collectivités. Il n'est pas impossible que des sociétés puissent enfin trouver des solutions pacifiques à leurs conflits au lieu de s'entredéchirer.

NOTES

1 *Ma Vie*, paru en 1999 aux Editions Champion, texte traduit du yiddish par Henri Minczeles et Aby Wieviorka, préface, postface et annotations d'Henri Minczeles.